

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2023, Vol. 8, N°2

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIWERSYTET
EKONOMICZNY
W POZNANIU

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

Secrétaire de rédaction

Dorota CZYŻEWSKA-MISZTAL, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France
Alastaire ALINSATO, Bénin
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban
Camille BAULANT, France
Matouk BELATTAF, Algérie
Francis BISMANS, France, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Bernard COUPEZ, France
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Ewa FRĄCKIEWICZ, Pologne
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Michel LELART, France
Laura MARCU, Roumanie
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie
Boniface MBIH, France
Mbodja MOUGOUE, États-Unis
Francisco OCARANZA, Chili
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Carlos QUENAN, France
Marek RATAJCZAK, Pologne
Alain REDSLOB, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Alain SAFA, France
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie
Piotr STANEK, Pologne
Abdou THIAO, Sénégal
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Paris, Poznań 2023

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (Krzysztof MALAGA).....	3
 Idrissa Yaya DIANDY Analyse exploratoire spatiale des effets sanitaires et économiques de la COVID-19 à partir de données mondiales	7
 Małgorzata MACUDA Conformité des pratiques de reporting en matière de développement durable avec le cadre de la Global Reporting Initiative : Une analyse du secteur mondial de la santé	27
 Bartłomiej LACH, Krzysztof MALAGA À propos du manque excessif de la liberté économique en Afrique dans les années 2017–2023	49
 Yaovi Fagda Tchota AGBE, Easo-Hanam ATAKE Les déterminants de la productivité agricole dans les pays de l’Afrique subsaharienne	84
 Abdrahamane TALL, Birahim Bouna NIANG Déterminants de la liquidité bancaire dans les pays de l’Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	107
 Jean-Pierre Windpanga SAWADOGO Capital social et pauvreté des ménages ruraux au Burkina Faso	134
 Yevessé DANDONOUGBO, Ablamba A. JOHNSON, Kodjo Théodore GNEDEKA Capital humain et sécurité alimentaire des ménages au Togo	155
 Souaïbou Samba Lamine TRAORÉ, Bakary BERTHÉ, Fatoumata DEMBÉLÉ Correspondance entre formations et emplois : Cas des diplômés de la FSHSE/ULSHB	179

AVANT-PROPOS

Nous présentons à nos lecteurs le numéro 2/2023 de la RIELF, qui est composé de huit articles rédigés par une quinzaine d'auteurs issus de pays tels que : le Burkina Faso, le Mali, la Pologne, le Sénégal et le Togo. Les deux premiers articles concernent les enjeux de santé mondiale. Les six articles restants font référence à l'Afrique : 49 pays africains, pays d'Afrique subsaharienne, pays UEMOA, et directement au Burkina Faso, au Sénégal et au Togo.

Idrissa Yaya DIANDY dans l'article *Analyse exploratoire spatiale des effets sanitaires et économiques de la COVID-19 à partir de données mondiales* effectue une analyse des effets sanitaires et économiques de la pandémie de COVID-19. L'échantillon est composé de 132 pays et la méthodologie se fonde sur l'analyse exploratoire des données spatiales. Le calcul de l'output gap par la méthode de Hodrick-Prescott a permis de ressortir les manifestations économiques de la crise sanitaire, à travers les écarts de production pour l'année 2020. La variable sanitaire, quant à elle, est mesurée par le taux d'incidence de la COVID-19 et la mortalité. Les résultats des estimations ont permis de valider l'hypothèse d'autocorrélation spatiale aussi bien pour la variable sanitaire que pour la variable économique. L'examen du diagramme de Moran confirme le schéma d'association spatiale local positif, c'est-à-dire l'existence à la fois de similitudes entre pays voisins dans la manifestation de la pandémie et d'hétérogénéité spatiale entre les groupes de pays. De manière plus précise, les résultats montrent l'existence de clusters avec de faibles niveaux d'incidence de la COVID-19 en Afrique et en Asie, comparativement à l'Europe et à l'Amérique du Nord. De plus, si les pays à revenu élevé ont généralement été davantage touchés sur le plan sanitaire, ils ont toutefois développé une plus grande résilience économique.

Małgorzata MACUDA dans l'article *Conformité des pratiques de reporting en matière de développement durable avec le cadre de la Global Reporting Initiative : Une analyse du secteur mondial de la santé* étudie la conformité avec le cadre de la Global Reporting Initiative (GRI) des pratiques de reporting de développement durable dans le secteur mondial de la santé. Au total 2440 rapports de développement durable publiés entre 1999 et 2019 par 632 organisations de santé dans le monde entier ont été examinés à l'aide d'une analyse de contenu. Une méthodologie de recherche descriptive, comprenant une revue de la littérature, a été appliquée afin d'atteindre l'objectif déclaré. D'après l'auteur les résultats indiquent que (1) la tendance croissante des organisations de santé à publier des

rapports de développement durable conformément aux normes GRI est remarquée chaque année ; et que (2) 68% des 2440 rapports publiés par les organisations de santé (de soins et de produits) sont conformes au cadre GRI. L'article offre une étude intéressante sur les rapports de développement durable qui sont les instruments les plus couramment utilisés par les organisations pour rendre compte de leurs performances économiques, environnementales et sociales. Cette recherche contribue à une littérature croissante sur la standardisation des rapports de développement durable dans le secteur mondial de la santé en fournissant une vision empirique de l'utilisation réelle du cadre GRI. L'article comble une lacune en matière de recherche dans le domaine des pratiques de reporting extra-financier des organisations de santé du monde entier.

Bartłomiej LACH et Krzysztof MALAGA dans l'article *À propos du manque excessif de la liberté économique en Afrique dans les années 2017–2023* décrivent et évaluent l'état de la liberté économique dans les pays d'Afrique. La base d'inférence est fondée sur les coefficients de liberté économique publiés depuis 1995 par The Heritage Foundation à Washington et Wall Street Journal pour 184 pays à travers le monde. L'analyse comparative est effectuée dans les pays africains divisés en quatre régions géographiques : Afrique Australe, Afrique du Nord et Afrique Centrale, Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest durant les années 2017–2023. Dans la recherche empirique on utilise les méthodes d'analyse de corrélation, σ -convergence, σ -divergence et d'analyse comparative multivariée. Le programme R et les packages *dtw* et *dtwclust* sont également appliqués. En conséquence, une évaluation approfondie de l'évolution de la liberté économique a été réalisée dans les 49 pays évalués, séparément et dans les quatre groupes de pays analysés. L'article fournit des connaissances complètes sur la liberté économique pour la grande majorité des pays africains en termes d'indice général et de douze indices partiels de liberté économique. Les auteurs montrent que dans le cas des pays africains dans les années 2017–2023, nous sommes généralement confrontés à une stagnation ou à des changements plus ou moins chaotiques dans divers aspects de la liberté économique. Il semble que tant les gouvernements des pays africains ainsi que les institutions internationales qui soutiennent le développement des pays africains devraient s'appuyer plus largement qu'auparavant sur les acquis de la pensée économique dans le domaine des choix sociaux, ainsi que sur le rôle des institutions économiques et de la liberté dans le développement économique.

Yaovi Fagda Tchota AGBE et Esso-Hanam ATAKE dans l'article, *Les déterminants de la productivité agricole dans les pays de l'Afrique subsaharienne*, analysent les déterminants de la productivité agricole dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Les auteurs appliquent la méthode des moments généralisés (GMM) pour l'analyse des données. L'étude a porté sur 27 pays de l'Afrique subsaharienne et couvre la période allant de 2001 à 2018. Ils affirment que les résultats montrent que le niveau de productivité actuelle à un effet positif et significatif sur le niveau de

productivité future dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Cela stipule que si ces pays veulent réaliser des gains substantiels de productivité pour les périodes à venir, ils doivent dès lors commencer à améliorer leur niveau de productivité actuelle. Les résultats montrent également que le crédit accordé au secteur agricole et les infrastructures permettent d'améliorer la productivité agricole. Les pays de l'Afrique subsaharienne devraient accroître les investissements dans les infrastructures et renforcer les mécanismes de financement du secteur agricole notamment à travers le développement des crédits intrants agricoles pour les petits producteurs. Afin d'analyser les déterminants de la productivité agricole dans les pays de l'Afrique subsaharienne, les auteurs intègrent la valeur retardée de la productivité agricole comme variable explicative. L'existence d'une telle relation explique pourquoi la productivité agricole n'a guère évolué dans les pays de l'Afrique subsaharienne d'une part et d'autre part la forte proportion de la main d'œuvre au fil du temps dans le secteur agricole de ces pays contrairement aux pays développés.

Abdrahamane TALL et Birahim Bouna NIANG dans l'article, ***Déterminants de la liquidité bancaire dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)*** visent à identifier les facteurs de la liquidité bancaire dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine à partir d'un échantillon de 84 banques sur une période allant de 2006 à 2020. Ainsi, pour y parvenir, les auteurs aptent le modèle dynamique ARDL. Deux ratios de liquidité ont été calculés. Le premier (RL1) mesure la part des prêts dans le total des actifs alors que le second (RL2) est obtenu en faisant le rapport du total des prêts sur le total des dépôts. Les tests de cointégration de Kao (1999) et de Pédróni (2004) indiquent l'existence d'une relation, à long terme, entre les ratios de liquidité et ses déterminants. En outre, les estimations montrent que le taux de croissance du PIB et la taille des banques ont un effet positif et significatif sur le RL1, alors que l'impact du taux du marché interbancaire s'avère négatif et significatif. Par ailleurs, un effet positif et significatif du taux du marché monétaire et de la taille de la banque sur le RL2 est observé aussi bien par l'estimateur PMG que celui du DFE. En revanche, le taux du marché interbancaire exerce une influence négative et significative sur le RL2. Selon les auteurs les Autorités monétaires devraient initier des mesures incitatives pour permettre aux banques secondaires de posséder la liquidité qu'elle aurait souhaitée. De plus, ils plaident pour un recours limité des États auprès des banques pour le financement de leurs déficits.

Jean Pierre Windpanga SAWADOGO dans l'article, ***Capital social et pauvreté des ménages ruraux au Burkina Faso***, analyse l'effet du capital social sur la pauvreté des ménages en milieu rural au Burkina Faso. Il suppose une relation causale à double sens entre la pauvreté et l'accès au capital social. Cela suggère un problème d'endogénéité conduisant à l'utilisation de deux méthodes en deux étapes : l'approche Probit moindres carrés en deux étapes (2SPLS) et l'approche du maximum de vraisemblance conditionnelle en deux étapes (2SCML). À partir

de données d'enquêtes du Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT 2) collectées en 2011 auprès des ménages en milieu rural, les analyses ont révélé que l'accès au capital social affecte positivement la consommation des ménages et réduit la pauvreté. D'après l'auteur ces résultats montrent, en outre, que le revenu est négativement associé à l'accès au capital social. Alors les stratégies gouvernementales visant à réduire la pauvreté des ménages en milieu rural doivent encourager l'organisation des producteurs en groupements avec un accent mis sur les producteurs à faible revenu.

Yevesse DANDONOUGBO, Ablamba A. JOHNSON et Kodjo Théodore GNEDEKA dans l'article, *Capital humain et sécurité alimentaire des ménages au Togo*, analysent l'effet du capital humain sur la sécurité alimentaire des ménages au Togo. Le modèle logit multinomial a été utilisé en se basant sur les données de l'enquête QUIBB 2015 réalisées auprès de deux mille quatre cents (2400) ménages. Un indicateur composite combinant le score de consommation alimentaire et les dépenses alimentaires des ménages a été construit pour mesurer la sécurité alimentaire. Les résultats montrent que 8,17% des ménages au Togo sont en insécurité alimentaire totale. Par ailleurs, 4,74% et 35,09% d'entre eux sont respectivement considérés comme étant en insécurité alimentaire transitoire sur la base des scores de consommation alimentaire et des dépenses alimentaires. En outre, l'estimation du modèle logit multinomial révèle que lorsque le chef du ménage est éduqué ou que le ménage a une facilité d'accès à un centre de santé, cela réduit le risque d'insécurité alimentaire dans le ménage. Ainsi, toute politique visant un investissement en capital humain, tout en privilégiant les groupes vulnérables au Togo permettrait une amélioration de leur statut de sécurité alimentaire.

Souaïbou Samba Lamine TRAORÉ, Bakary BERTHÉ et Fatoumata DEMBÉLÉ dans l'article *Correspondance entre formations et emplois : Cas des diplômés de la FSHSE/ULSHB*, visent à identifier les facteurs qui sont susceptibles d'influencer les diplômés de la FSHSE pour accéder à un emploi lié au domaine de formation initiale. Les données utilisées dans le cadre de cette étude sont issues d'une enquête personnelle, qui a été réalisée auprès de deux cent trois (203) diplômés de la FSHSE, l'approche méthodologique s'appuie principalement sur la construction et l'estimation d'un modèle de régression logistique multinomial pour l'identification des facteurs. La régression logistique multinomial réalisée a permis d'identifier un certain nombre de facteurs expliquant dans l'accès des diplômés à l'emploi correspondant à leur domaine de formation initiale. Ces facteurs sont à savoir : la filière de formation, le type de diplôme, la tranche d'âge, le stage, le milieu de résidence, l'origine sociale des parents.

Krzysztof Malaga

CORRESPONDANCE ENTRE FORMATIONS ET EMPLOIS : CAS DES DIPLÔMÉS DE LA FSHSE/ULSHB

Correspondence between training and jobs: Case of the FSHSE/ULSHB diplomas

Souaïbou Samba Lamine TRAORÉ¹

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)
Centre Universitaire de Recherches Économiques et Sociales (CURES)
lpapus@yahoo.fr
<https://orcid.org/0000-0002-2083-709X>

Bakary BERTHÉ¹

Université des Sciences Sociales et de Gestion de Bamako (USSGB), Mali
Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de Bamako (FSEG)
Centre Universitaire de Recherches Économiques et Sociales (CURES)
bberthe8@gmail.com
<https://orcid.org/0009-0007-3685-1594>

Fatoumata DEMBÉLÉ²

Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), Mali
Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Éducation (FSHSE)
Dembeleyab2007@yahoo.fr
<https://orcid.org/0009-0008-8098-6215>

Abstract

Purpose : The main objective of this paper was to identify the factors that are likely to influence FSHSE graduates to access a job related to the initial training field.

Design/methodology/approach : The data used in this study came from a personal survey of two hundred and three (203) FSHSE graduates. The methodological approach relied mainly on the construction and estimation of a multinomial logistic regression model for factor identification.

Findings : The results obtained by estimating the multinomial logistic model revealed a number of factors explaining graduates' access to jobs corresponding to their initial

¹ Quartier du Fleuve, Rue 310, Porte 238, BP 2575, Bamako, Mali.

² Cite Universitaire de Kabala, Kabala, BP 3637, Bamako, Mali.

training. These factors are: training stream, type of diploma, age group, internship, place of residence, parents' social background.

Originality/value : As a theoretical contribution, this study enriches the theoretical literature supported by theorists of human capital and the conclusions that have been put forward in other empirical works.

From a methodological point of view, the originality of this study lies in the fact that it focuses on the problem of matching initial training to jobs in the specific case of the FSHSE. In addition to the enriching theoretical and methodological contributions, our research also enables us to make proposals to FSHSE managers and to enlighten employment decision-makers.

Keywords : correspondence, graduates, jobs, training.

Résumé:

L'objectif : L'objectif principal de ce papier était d'identifier les facteurs qui sont susceptibles d'influencer les diplômés de la FSHSE pour accéder à un emploi lié au domaine de formation initiale.

Conception/méthodologie/approche : Les données utilisées dans le cadre de cette étude sont issues d'une enquête personnelle, qui a été réalisée auprès de deux cent trois (203) diplômés de la FSHSE, l'approche méthodologique s'appuie principalement sur la construction et l'estimation d'un modèle de régression logistique multinomial pour l'identification des facteurs.

Résultats : Les résultats obtenus à travers l'estimation du modèle logistique multinomial, ont révélé un certain nombre de facteurs expliquant dans l'accès des diplômés à l'emploi correspondant à leur domaine de formation initiale. Ces facteurs sont à savoir : la filière de formation, le type de diplôme, la tranche d'âge, le stage, le milieu de résidence, l'origine sociale des parents.

Originalité/valeur : Comme apport théorique, cette étude vient d'enrichir la littérature théorique soutenue par les théoriciens du capital humain et les conclusions qui ont été avancées dans d'autres travaux empiriques.

Au plan méthodologique, l'originalité de cette étude réside du fait qu'on s'intéresse au problème d'adéquation entre formations initiales et emplois dans le cas spécifique de la FSHSE.

En dehors des contributions théoriques et méthodologiques enrichissantes, notre travail de recherche permet également de faire des propositions aux responsables de la FSHSE et éclairer les décideurs d'emplois sur le problème d'adéquation entre formations et emplois afin de trouver des solutions.

Mots-clés : correspondance, diplômés, emplois, formations.

JEL classification : E22, E24.

Introduction

Devant l'ampleur du chômage des jeunes diplômés au Mali, la bonne adéquation des formations initiales aux besoins du marché du travail est souvent mise en cause. L'adéquation entre les formations initiales et les emplois créés est un enjeu important qui a fait couler beaucoup d'encre au cours des dernières années. Il est à noter que l'adéquation formation emploi reste un défi non seulement pour les décideurs mais aussi pour les chefs d'entreprise et même pour les chercheurs d'emploi, notamment les jeunes diplômés des universités.

Au Mali, depuis la création de l'Université en 1996 à nos jours, le problème d'insertion socioprofessionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur de façon générale et ceux de la Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Éducation (FSHSE) de l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB) de façon particulière se pose avec acuité.

Le nombre d'inscrits à la FSHSE (Licence III) était de 1725 en 2020–2021 ; le nombre de diplômés (sortants) de la FSHSE en graduation est passé de plus de 539 en 2008–2009 à plus de 2502 en 2019–2020 (Service de la scolarité de la FSHSE, 2023). Pour résorber les difficultés récurrentes auxquelles l'enseignement supérieur était confronté à savoir les effectifs pléthoriques, le déficit d'enseignants, le chevauchement des années universitaires, le manque de support administratif et pédagogique. En 2011, des réformes ont été entreprises pour aboutir à la création de plusieurs entités d'université en divisant l'université de Bamako en cinq (5) grandes universités qui regroupait dans le temps toutes les facultés, d'où la naissance de l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako, qui siège dans les locaux de l'ex FLASH (Faculté des Langues, Arts et Sciences Humaines). Cette université est composée de deux (2) facultés à savoir : la FLSL (Faculté des Lettres, Langues et Sciences du Langage) et la FSHSE.

En outre, le gouvernement malien a adopté depuis 2008, une réforme visant à instaurer le système LMD au niveau de l'enseignement supérieur, dans le souci de créer un pont entre l'Université et le monde des entreprises. Le système LMD, faciliterait-il l'employabilité des étudiants de la FSHSE/ULSHB ?

Ce qui est sûr, c'est que le chômage touche moins les universitaires que d'autres catégories. Selon les théoriciens du capital humain (Arrow, 1973 ; Spence, 1974), le diplôme reste un des meilleurs moyens d'avoir accès aux emplois. Il augmente la probabilité d'accéder à un emploi. Mais la question c'est de savoir si l'emploi occupé par les universitaires correspond au diplôme présenté.

Le constat général qui se dégage est que, les universitaires ne sont pas touchés par la non correspondance entre la formation acquise et l'emploi occupé avec la même ampleur. Pour cerner l'importance de ce phénomène, plusieurs études (Bédoué & Giret 2009 ; Charnoz, 2011 ; Coupié et al., 2009 ; Dumartin, 1997 ; Frégné, 2011 ; Giret & Hatot, 2001 ; Giret et al., 2006 ; Khemlichel & Hamza,

2021 ; Thiaw & Cabral, 2019 ; Traoré & Mariko, 2021 ; Vincens, 2006) ont été réalisées pour identifier les facteurs qui peuvent jouer en faveur ou en défaveur de l'étudiant diplômé dans sa quête d'emploi. La présente étude abonde dans le même sens. Elle sera conduite à partir de la question centrale suivante : quels sont les facteurs qui peuvent influencer les diplômés de la FSHSE/ ULSHB pour accéder à l'emploi correspondant à leur domaine de formation initiale ? Ainsi, l'objectif principal de cette étude est d'identifier les facteurs qui sont susceptibles d'influencer les diplômés pour accéder à un emploi lié à leur profil de formation.

La suite de ce papier est structurée comme suit : après l'introduction, la première section présente la revue de la littérature, la deuxième section est consacrée sur l'approche méthodologique et la présentation des données et la troisième section expose les principaux résultats et discussions et la dernière conclut et formule des recommandations.

1. Revue de la littérature

Plusieurs théories ont expliqué le lien qui existe entre la formation et l'emploi. Dans la présente étude, on s'est intéressé à trois grands corpus théoriques, la théorie du capital humain, la théorie du signal et la concurrence pour l'emploi.

Selon les théoriciens du capital humain (Becker, 1964 ; Mincer, 1974 ; Schultz, 1961), les compétences acquises dans le système d'enseignement (école, collège, lycée, université, etc.) accroissent la productivité des individus qui en bénéficient et, partant, accroissent les revenus qu'ils tirent de leur travail. L'investissement en capital humain (la formation initiale) permet l'accroissement de la productivité de ceux qui en bénéficient et facilite l'accès à des meilleurs métiers. Ainsi, la scolarisation des enfants qui constitue la demande d'éducation des ménages est considérée comme un investissement en capital humain qui présente forcément des coûts, donc les ménages ainsi que les individus attendent un rendement (un gain salarial) supérieur aux coûts. Cette approche économique de la demande d'éducation basée sur la théorie du capital humain de (Becker, 1964 ; Mincer, 1974 ; Schultz, 1961) montre que la demande d'éducation des individus résulte, d'une part, des coûts liés à l'éducation et d'autre part, des effets escomptés de l'éducation (bénéfice) reçus par l'individu à sa sortie de l'école (Traoré, 2015, p. 63). Ainsi, le rendement de ses investissements sera plus ou moins élevé en fonction de l'adéquation entre la formation et l'emploi occupé. De ce fait, un travailleur est considéré comme étant en situation d'adéquation, s'il occupe un poste qui correspond à son niveau d'éducation et à son domaine de formation.

En ce qui concerne la liaison gain/éducation ; elle est la relation de la théorie du capital humain la plus testée. Benhayoun et Bazan (1993), ont examiné la relation éducation- salaire au Maroc. Il ressort de l'étude qu'à Rabat-Kénitra et

à Casablanca que le salaire est d'autant plus élevé pour les hommes ayant effectués des études supérieures, étant diplômés, mariés, âgé autour de 50 ans et travaillant dans une entreprise publique. Cependant, ils constatent des différences entre les deux villes : le rendement de l'éducation (études + diplômes) est sensiblement plus élevé à Rabat (+29,3%) qu'à Casablanca (+25%).

Pour Laurent (2001), le choix des études a un impact très important sur le salaire futur. L'investissement en capital humain semble extrêmement rentable. Le salaire attendu est en effet extrêmement lié au diplôme. La valorisation des études est encore plus importante pour les études de deuxième et troisième cycles (le rendement d'un diplômé universitaire est de 40% supérieur à celui d'un diplômé du secondaire supérieur général et de près de 20% supérieur à un diplômé du supérieur non universitaire de type long).

Certaines études réalisées par (Chaabita et al., 2021 ; Giret & Goudard, 2008 ; Goudard, 2012) se sont intéressées à la présence d'effets établissement sur le salaire des diplômés des universités, montrent que les écarts de salaire proviennent des caractéristiques propres des individus, dont l'influence positive d'une primo-inscription dans l'enseignement supérieur dans une filière sélective, une relative influence du milieu social d'origine ou le réseau, une hiérarchie marquée suivant la discipline du diplôme obtenu, ainsi qu'une prime significative pour le caractère professionnalisant du diplôme.

La relation éducation – productivité – gain, prôné par la théorie du capital humain a suscité de nombreuses critiques.

Plus tard, d'autres théories alternatives développées par (Arrow, 1973 ; Spence, 1973, 1974 ; Thurow, 1975) sont apparues, cherchant à élargir le champ d'analyse de la théorie traditionnelle du capital humain. Ces théories peuvent être considérées comme un prolongement de la théorie du capital humain mais reposent sur l'hypothèse d'asymétrie informationnelle entre l'employeur et le salarié.

Selon Arrow (1973) et Spence (1974), compte tenu de l'asymétrie d'information sur le marché du travail, qui entraîne l'ignorance des caractères personnels des candidats et candidates, les entreprises peuvent s'appuyer sur des signaux, comme le diplôme, pour sélectionner le bon candidat. Ainsi, un travailleur pourrait être considéré comme sous-qualifié uniquement sur la base de son diplôme bien qu'il ait d'autres compétences lui permettant d'être en adéquation avec les exigences d'un emploi pour lequel il postule.

Du point de vue empirique, diverses vérifications ont été apportées (Hallak & Caillods, 1981 ; Kamanzi, 2006 ; Laurent, 2001 ; Thiaw & Cabral, 2019), montrent que le diplôme reste un des meilleurs moyens pour accéder aux emplois supérieurs et ceci tend à prouver que l'éducation est un moyen puissant d'égalisation des chances d'accès aux différents emplois.

Le modèle de concurrence pour l'emploi de (Thurow, 1975) apporte un éclairage sur la relation entre spécialité et salaire mais aussi sur la probabilité de réaliser

l'adéquation. Ce modèle de concurrence de (Thurow, 1975), s'oppose radicalement à l'hypothèse du filtre et à la théorie du capital humain. Dans la mesure où l'emploi est rationné, les individus ne vont plus arbitrer entre le taux de rendement de l'éducation et celui des investissements en éducation pour décrocher un emploi, c'est à dire arrêter leurs études pour prendre un emploi rémunéré à la productivité atteinte, mais vont devoir présenter un niveau de diplôme supérieur à celui des concurrents. Il en résulte une inflation de la demande d'éducation et puisque l'emploi ne croît pas au même rythme et une dévalorisation continue des diplômes. Donc le diplôme n'a pas de valeur intrinsèque mais sert de filtre dans la sélection à l'embauche (Canals et al., 2016). Cette situation se traduit comme une surqualification en emploi (ou déclasséement scolaire, suréducation, sous-emploi professionnel, skill mismatch).

La formation initiale joue donc le rôle d'une carte d'entrée pour l'emploi. Et il n'y a pas de relation directe entre le niveau et la spécialité de formation et la productivité dans l'emploi (Bruyère & Lemistre, 2006, p.4).

Au plan empirique, diverses vérifications ont été effectuées (Bruyère, 2012 ; Guironnet, 2005 ; Laurent, 2001 ; Lizé, 2005 ; Thiaw & Cabral, 2019). Le tableau 1 fait le recapitulatif (ou la syntèse) des différentes théories évoquées (ou mentionnées).

2. Méthodologie

Cette section présente le modèle logit multinomial, ensuite les données et les variables du modèle.

La revue de la littérature nous a permis de recenser un certain nombre d'éléments permettant d'utiliser un modèle logistique multinomial.

2.1. Spécification du modèle

Le modèle logit multinomial constitue notre modèle d'analyse. Ce modèle est un prolongement du modèle de régression logistique simple. Il a été introduit par McFadden en 1968 et il permet d'étudier les situations où l'individu doit faire un choix parmi plusieurs modalités. Dans les modèles non ordonnés, la variable à expliquer représente les possibilités de choix d'un individu parmi M possibilités et donc ses préférences, c'est pourquoi on les dénomme aussi modèles à utilités aléatoires (Doucouré, 2016, p. 34).

La décision $y_i = j$ est retenue Si $U_{ij} = \text{Max} (U_{i0}, U_{i1}, \dots, U_{iM})$

Tableau 1. Théories évoquées pour l'explication de l'adéquation formation-emploi

Auteurs et années	Théories	Variables utilisées pour expliquer la relation formation-emploi	Propositions théoriques quant à l'adéquation
Schultz (1961) ; Becker (1964) et Mincer (1974)	Théories traditionnelles du capital humain	<ul style="list-style-type: none"> - Investissements privés dans l'acquisition du capital humain (formation générale, formation spécifique) - Salaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Les compétences acquises dans le système d'enseignement (formation générale ou initiale) accroissent la productivité des individus qui en bénéficient. - Un travailleur est considéré comme étant en situation d'inadéquation, s'il perçoit un salaire qui ne reflète pas bien les investissements effectués pour sa formation ou encore, s'il occupe un poste qui ne correspond pas à son niveau d'éducation et à son domaine de formation.
Arrow (1973) et Spence (1973 et 1974)	Théories du filtre (ou du signal)	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau de qualifications (diplôme) - Domaine d'étude 	<ul style="list-style-type: none"> - Les études ne sont pas un investissement pour augmenter le capital humain mais un simple moyen de sélection. - Ces théories ne font aucun lien entre les capacités individuelles et le contenu réel des emplois.
Thurow (1975)	Modèle de concurrence pour l'emploi	<ul style="list-style-type: none"> - Niveau d'étude (diplôme) - Spécialité de formation - Productivité dans l'emploi - Salaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Le diplôme n'est pas le seul élément déterminant dans le processus d'insertion professionnelle, puisque certains individus, à diplôme égal, restent moins performants que d'autres. - Le niveau d'éducation et les capacités individuelles doivent répondre aux attentes du poste à pourvoir afin d'éviter le déclassement scolaire.

Source : Construction des auteurs en s'inspirant de (Bernier et al., 2017, pp. 21-22).

Supposons que chaque individu i ait à choisir entre les trois alternatives ($j = 0$ à 2) plus précisément (emploi dans le domaine de formation, emploi hors du domaine de formation et chômeurs). Ce que nous cherchons à étudier est la décision unique d'un individu parmi un certain nombre d'alternatives non ordonnées. Dans un modèle de choix non ordonnés, l'individu i va comparer les différents niveaux d'utilité associés aux divers états, puis opter pour celui qui maximise son utilité U_{ij} parmi les J états. Pour l'individu i , l'utilité de l'état j est :

$$U_{ij} = \beta'Z_{ij} + \varepsilon_{ij}$$

où Z_{ij} est un vecteur de caractéristiques individuelles (type de diplôme, filière de formation, stage, origine sociale des parents, tranche d'âge, genre, milieu de résidence, etc.), est un vecteur de paramètres inconnus et ε_{ij} est un terme d'erreur aléatoire.

Si l'individu i se trouve dans l'état j , on considérera que U_{ij} est l'utilité la plus grande parmi les J utilités considérées par l'individu i . De fait, la probabilité que l'individu i participe au secteur j correspond à la probabilité que l'utilité du secteur j soit supérieure à celle associée à tous les autres secteurs :

$$P(U_{ij} > U_{ik}), \text{ pour } k \neq j; j, k = 0, 1, 2$$

La probabilité pour que l'individu i se trouve dans l'état j est exprimée par :

$$Prob(Y_i = j) = \frac{e^{\beta_j'Z_i}}{\sum_k e^{\beta_k'Z_i}}, \text{ avec } j = 0, 1, 2 \text{ et } \beta_0 = 0$$

La fonction de vraisemblance (L) peut être exprimée :

$$L(\beta_1, \beta_2, \dots, \beta_K) = \prod_{j=1}^N \frac{e^{X_{jje} \cdot \beta} - O_{U_{jje}}}{\sum_{k=1}^K e^{X_{jje} \cdot \beta - k}}$$

où N est le nombre total d'observations.

L'objectif est de trouver les valeurs de β_j qui maximise cette fonction de vraisemblance.

Une fois que les coefficients β_j sont estimés, le modèle peut être utilisé pour prédire les probabilités des différentes catégories de nouvelles observations en utilisant la formule de probabilité donnée précédemment.

L'estimation des paramètres se fera par la méthode du maximum de vraisemblance. Les estimateurs du maximum de vraisemblance s'obtiennent une fois de plus en annulant les dérivées partielles par rapport aux différents paramètres de la vraisemblance de l'échantillon.

On admettra les résultats classiques sur le comportement asymptotique des estimateurs : variance asymptotique se déduisant de la matrice d'information de Fisher, normalité asymptotique de l'estimateur du maximum de vraisemblance, tests de Wald, du rapport de vraisemblance... Les odds ratio apparaissent directement dans les sorties logiciels pour le modèle multinomial.

2.2. Sources des données

Les données utilisées dans le cadre de cette étude sont issues d'une enquête personnelle, qui a été réalisée auprès de deux cent trois (203) diplômés de la FSHSE de la période 2018–2020 pour les niveaux licence et Master, et la dernière promotion de la maîtrise de 2017–2018. Le questionnaire a été adressé aux diplômés de la FSHSE. Le choix de cet échantillon s'explique par le fait que les diplômés sont les premiers concernés par notre étude. Le choix de l'échantillon fut l'échantillonnage aléatoire simple. Elle était mieux indiquée pour notre étude au moment de l'enquête comparativement aux autres techniques d'échantillonnage au regard des réalités du terrain. L'enquête s'est déroulée en un seul passage du 05 janvier 2023 au 28 janvier 2023.

Pour le traitement et analyse des données, notre choix a porté sur le logiciel STATA en raison de son usage pratique et de sa commodité dans l'interprétation des données économétriques et nous avons fait recours également au logiciel SPSS.

Ainsi, nous avons constitué une base de données comprenant les différentes variables définies préalablement dans le cadre de notre étude à l'aide du logiciel SPSS.

Les bases sont ensuite importées vers le logiciel STATA pour l'analyse des séries temporelles et l'estimation du modèle élaboré.

Tableau 2. Répartition du nombre d'inscrits et admis de la FSHSE par filière (niveau licence III) de 2018–2019 à 2019–2020

Années		2018–2019	2019–2020	Total
SED	inscrits	1019	1103	2122
	admis	584	512	1096
Philosophie	inscrits	242	199	441
	admis	108	127	235
Sociologie	inscrits	964	989	1953
	admis	547	411	958
Psychologie	inscrits	251	177	428
	admis	216	90	306
Anthropologie	inscrits	43	34	77
	admis	22	13	35

SED : Sciences de l'Éducation.

Source : (Service de la scolarité de la FSHSE, 2023).

Au tableau 2, le constat général qui se dégage est que le nombre d'inscrits et admis entre la période 2018–2020 sont relativement élevés au niveau de la filière SED, suivi de la filière Sociologie, et pendant que la filière Anthropologie suit de très loin ces deux filières en termes d'inscrits et admis.

Tableau 3. Répartition du nombre de diplômés de la FSHSE par filière (niveau maîtrise, dernière promotion) de 2017–2018

Années	SED	Philosophie	Sociologie	Psychologie	Anthropologie	Total
2017–2018	139	33	26	7	9	214

Source : (Service de la scolarité de la FSHSE, 2023).

Il ressort du tableau 3 que la majorité des diplômés de la dernière promotion 2017–2018 (niveau maîtrise) sont sortants de la filière SED.

2.3. Le choix des variables

2.3.1. La variable expliquée

Les études en Sciences Humaines et Sciences de l'Éducation débouchent sur une gamme de métiers variée : professeurs des écoles, administration scolaire, action sociale, arts, ONG, diplomatie, entrepreneuriat privé, service culturel...

En se basant sur les débouchés des diplômés de la FSHSE, la variable retenue dans l'étude est le type de l'emploi, qui comporte trois alternatives (emploi dans le domaine de formation, emploi hors du domaine de formation et chômeur). Nous considérons la modalité « emploi dans le domaine de formation » comme la modalité de référence (voir tableau 4).

Tableau 4. Classification de l'emploi suivant les débouchés des diplômés de la FSHSE

Types d'emploi	Classification de l'emploi
1. Enseignement à l'école publique 2. Enseignement à l'école privée 3. Administration scolaire, Action sociale, Arts 4. ONG, Diplomatie, Entrepreneuriat privé, Service culturel	Emploi dans le domaine de formation
5. Entreprise privée informelle 6. Autres	Emploi hors du domaine de formation
7. Chômeurs	Chômeurs

Source : élaboration propre..

2.3.2. Les variables explicatives

La littérature économique et les travaux empiriques concernant l'emploi et leurs déterminants conduisent à une relative facilité dans la sélection des variables susceptibles d'expliquer ces phénomènes. Les principales variables retenues dans notre modèle sur la base de la littérature existante sont représentées dans le tableau 5.

Tableau 5. Description des variables

Variable	Description
Genre	Sexe : 1 « Masculin » 2 « Féminin »
Tranche d'âge	Catégorie d'âge : 1 « 20–25 ans » 2 « 25–30 ans » 3 « 30 ans et plus »
Statut matrimonial	1 « Marié (e) » 2 « Célibataire » 3 « Divorcé » 4 « Veuf (ve) »
Milieu de résidence	Zone de résidence : 1 « Bamako » 2 « autres villes urbaines » 3 « rural »
Type de diplôme	1 « Licence » 2 « Maîtrise » 3 « Master »
Stage	1 « Stage dans le domaine de formation » 2 « Stage hors du domaine de formation » 3 « Pas de stage »
Origine sociale des parents	1 « Agriculture, exploitant » 2 « Artisan, commerçant ou chef d'entreprise » 3 « Ouvrier, employé » 4 « Cadre supérieur, ingénieur » 5 « Cadre moyen » 6 « Forces armées et sécurité » 7 « Autres »
Filière de formation	1 « Sciences de l'éducation » 2 « Sociologie » 3 « Anthropologie » 4 « Psychologie » 5 « Philosophie »

Source : élaboration propre.

3. Résultats et discussions

3.1. Analyse descriptive des données qualitatives

Cette rubrique présente quelques analyses descriptives des données qualitatives.

A la lecture du tableau 6, le premier constat qui se dégage est que parmi les sondés les hommes sont les plus représentés soit 63,05% comparativement aux femmes 36,95%. En ce qui concerne le groupe d'âge, nous constatons que la tranche d'âge (25–30 ans) est la plus représentée soit 58%. Par rapport au statut matrimonial, nous remarquons que la majorité des enquêtés sont des célibataires soit 54,7%, suivi des mariés (41,9%) et pendant que les divorcés et les veufs sont les moins représentés respectivement 1,9% et 1,5%. L'analyse par rapport à la zone de résidence fait ressortir une prédominance des diplômés enquêtés résidant à Bamako (73,9%) par rapport aux autres zones de résidence. Il ressort aussi que parmi les sondés que les détenteurs de licence dominant soit 56,65%. Par rapport au stage, nous constatons que la majorité des répondants (37,9%) ont un effectué un stage hors de leur domaine de formation. Par rapport à la filière de formation, le constat général qui se dégage est que la majorité des répondants sont diplômés en sciences

Tableau 6. Analyse descriptive des données qualitatives

Variables	Pourcentage (%)
Filière de formation	
Sciences de l'éducation	46,4
Sociologie	31,05
Anthropologie	9,5
Philosophie	6,9
Psychologie	6,15
Type de diplôme	
Licence	56,65
Maitrise	29,06
Master	14,29
Stage	
Stage dans le domaine de formation	30,5
Stage hors du domaine de formation	37,9
Pas de stage	31,6
Genre	
Masculin	63,05
Féminin	36,95
Groupe d'âge	
20–25 ans	10
25–30 ans	58
30 ans et plus	32
Milieu de résidence	
Bamako	73,9
Autres villes urbaines	23,2
Rural	2,9
Situation matrimoniale	
Marié	41,9
Célibataire	54,7
Divorcé	1,9
Veuf	1,5
Origine sociale des parents	
Agriculture, exploitant	29,5
Artisan, commerçant ou chef d'entreprise	19,4
Ouvrier, employé	16,7
Cadre supérieur, ingénieur	4,9
Cadre moyen	9,3
Forces armées et sécurité	7,4
Autres	12,8

Source : établi par les auteurs sur la base de Stata.

de l'éducation (46,30%), suivi de la filière de formation sociologie (31,03%), anthropologie (9,35%) et pendant que les deux autres filières (philosophie et psychologie) suivent de très loin respectivement 6,89% et 6,04%. On constate que la plupart des participants ont des parents agriculture ou exploitant (29,55%).

3.2. L'estimation des paramètres et interprétation des résultats du modèle

L'objectif de cette modélisation est d'identifier les variables qui permettent de prédire plus efficacement la probabilité pour un diplômé de la FSHSE occupé d'être en situation d'emploi correspondant à son domaine de formation. Pour estimer le modèle, la modalité de référence de la variable dépendante est donc l'emploi dans le domaine de formation. Pour chacune des variables explicatives, la modalité de référence est précisée dans le tableau 7.

Trois statistiques peuvent être utilisées pour tester la nullité simultanée des pentes du modèle, c'est-à-dire la nullité de l'ensemble des paramètres de la régression (sauf constante) :

- la statistique de Wald ;
- la statistique du multiplicateur de Lagrange ;
- le test LRT (Likelihood Ratio Test).

H_0 : le modèle n'est pas globalement significatif.

H_1 : le modèle est globalement significatif.

Pour tester la significativité globale du modèle, le logiciel Stata propose le test de Wald. La statistique de Wald est égale à 2866,67 (cf. tableau 7). Cette statistique suit une loi du Khi-Deux à 44 degrés de liberté. La probabilité critique associée au test est nulle. Nous rejetons l'hypothèse nulle, au seuil de 1%. Le modèle logit est globalement significatif. Les variables filière de formation, type d'emploi, genre, situation matrimoniale, stage, milieu de résidence, groupe d'âge et origine sociale des parents ont globalement un effet significatif sur la probabilité type d'emploi.

Le R^2 (Pseudo) est égal à 0,2482. Cette valeur indique que 24,82% des fluctuations de la probabilité type d'emploi sont expliquées par les variables filière de formation, type d'emploi, genre, situation matrimoniale, stage, milieu de résidence, groupe d'âge et origine sociale des parents.

Le tableau 7 donne les résultats de l'estimation du modèle.

Tableau 7. Résultats de la régression du modèle logistique multinomial

Emploi hors du domaine de formation (Base ou référence = Emploi dans le domaine de formation)			
Variables	Coefficient	Odds ratio	p-value ($p > Z $)
Filière de formation			
Sciences de l'éducation (réf.)			
Sociologie	0,074	1,076	0,866
Anthropologie	0,402	1,494	0,559
Philosophie	-2,336**	0,096	0,046
Psychologie	-0,637	0,528	0,426

Type de diplôme			
Licence (réf.)			
Maitrise	-0,136	0,872	0,779
Master	-2,132***	0,118	0,006
Stage			
Stage dans le domaine de formation (réf.)			
Stage hors du domaine de formation	0,512	1,669	0,293
Pas de stage	1,109**	3,034	0,036
Genre			
Masculin (réf.)			
Féminin	0,551	1,735	0,226
Groupe d'âge			
20-25 ans (réf.)			
25-30 ans	-2,190**	0,111	0,015
30 ans et plus	-2,615**	0,073	0,011
Milieu de résidence			
Bamako (réf.)			
Autres villes urbaines	0,637	1,892	0,219
Rural	1,807	6,092	0,149
Situation matrimoniale			
Marié (réf.)			
Célibataire	-0,091	0,912	0,842
Divorcé	-0,553	0,574	0,678
Veuf	0,886	2,426	0,679
Origine sociale des parents			
Agriculture, exploitant (réf.)			
Artisan, commerçant ou chef d'entreprise	-0,024	0,975	0,966
Ouvrier, employé	-0,730	0,481	0,239
Cadre supérieur, ingénieur	0,086	1,090	0,924
Cadre moyen	-0,129	0,878	0,864
Forces armées et sécurité	-0,584	0,557	0,485
Autres	0,766	2,153	0,272
Constante	1,458887	4,301171	
Chômeurs			
(Base ou référence = Emploi dans le domaine de formation)			
Variables	Coefficient	Odds ratio	p-value ($p > Z$)
Filière de formation			
Sciences de l'éducation (réf.)			
Sociologie	-0,003	0,996	0,995
Anthropologie	0,226	1,253	0,793
Philosophie	-1,448	0,234	0,202
Psychologie	-0,057	0,944	0,956
Type de diplôme			
Licence (réf.)			
Maitrise	-0,039	0,961	0,948
Master	-16,726	5,440	0,987

Stage			
Stage dans le domaine de formation (réf.)			
Stage hors du domaine de formation	-0,302	0,738	0,662
Pas de stage	1,677***	5,351	0,009
Genre			
Masculin (réf.)			
Féminin	0,881	2,414	0,127
Groupe d'âge			
20–25 ans (réf.)			
25–30 ans	-2,085**	0,124	0,037
30 ans et plus	-2,303*	0,099	0,055
Milieu de résidence			
Bamako (réf.)			
Autres villes urbaines	1,078*	2,940	0,093
Rural	0,356	1,428	0,820
Situation matrimoniale			
Marié (réf.)			
Célibataire	-0,026	0,974	0,963
Divorcé	-16,297	8,350	0,994
Veuf	-14,090	7,600	0,996
Origine sociale des parents			
Agriculture, exploitant (réf.)			
Artisan, commerçant ou chef d'entreprise	-1,555*	0,211	0,054
Ouvrier, employé	-2,001**	0,135	0,016
Cadre supérieur, ingénieur	-16,286	8,450	0,992
Cadre moyen	-0,220	0,802	0,788
Forces armées et sécurité	-1,248	0,286	0,204
Autres	0,058	1,060	0,947
Constante	1,103446	3,014536	
Nombre d'observation	203		
Log likelihood	-156,92528		
Pseudo R2	0,2482		
LR chi2 (44)	103,60		
Wald chi2 (44)	2866,67		
Prob > chi2	0,0000		

Note : ***, **, * désignent respectivement la significativité aux seuils de 1%, 5%, 10%

Odds Ratio (le rapport de cote) : indique combien de fois (« chances »), on a de connaître l'événement (la valeur 1 de la variable dépendante) quand on possède telle caractéristique de la variable indépendante plutôt que celle de référence.

Source : établi par les auteurs sur la base de Stata.

Il ressort du tableau 7 que les variables telles que la filière de formation (Philosophie), la tranche d'âge (25–30 ans et 30 ans et plus) et le stage (le fait de ne pas effectuer un stage) ont un effet significatif (au seuil de 5%) sur la probabilité d'accéder à un emploi hors du domaine de formation. La variable type de diplôme

(Master) a un impact négatif sur la probabilité d'être en situation d'emploi hors du domaine de formation au seuil de 1%.

L'analyse par rapport à la situation du chômage, montre que les variables comme la tranche d'âge (30 ans et plus), le milieu de résidence (autres villes urbaine) et l'origine sociale des parents (artisan, commerçant ou chef d'entreprise) sont significatives dans l'explication du chômage au seuil de 10%. La tranche d'âge (25–30 ans) et l'origine sociale des parents (ouvrier ou employé) sont significatives au seuil de 5%. La variable stage (le fait de ne pas effectuer un stage) a un effet significatif au seuil de 1% dans l'explication du chômage.

Globalement, les résultats du modèle estimé montrent que l'emploi hors du domaine de formation dépend :

- positivement du stage, comme le fait de ne pas effectuer un stage ;
- négativement de la filière de formation (philosophie), du type de diplôme (Master) et de la tranche d'âge (25–30 ans et 30 ans et plus).

En ce qui concerne la situation des chômeurs, dans l'ensemble, les résultats du modèle révèlent que le chômage dépend :

- positivement du stage, c'est-à-dire, le fait de ne pas effectuer un stage et du milieu de résidence (Autres villes urbaine) ;
- négativement de la tranche d'âge (25–30 ans et 30 ans et plus) et de l'origine sociale des parents (artisan, commerçant ou chef d'entreprise ; ouvrier ou employé).

Au regard du tableau 8, les résultats de la présente recherche montrent que les principales variables socioéconomiques expliquent significativement le type d'emploi. Spécifiquement la probabilité d'accéder à l'emploi dans le domaine de formation augmente de 30,6% quand les diplômés sont sortants de la filière philosophie comparativement à la filière sciences de l'éducation. Par contre, la probabilité d'occuper un emploi hors du domaine de formation baisse de 25,5% quand les diplômés sont sortants de la filière philosophie comparativement à la filière sciences de l'éducation. En ce qui concerne le type de diplôme, nos résultats révèlent que la probabilité d'occuper un emploi dans le domaine de formation augmente de 42,2% pour les détenteurs de Master par rapport aux détenteurs de licence. Cependant, cette probabilité baisse de 21,7% pour la situation d'emploi hors du domaine de formation et 20,5% pour la situation de chômage. Quant au stage, le fait de ne pas effectuer un stage diminue la chance de 22,8% d'avoir un emploi dans son domaine de formation comparativement à celui qui a effectué un stage dans son domaine de formation mais, il augmente la chance de 14,7% d'être en situation de chômage. Par rapport à la tranche d'âge, les diplômés dont l'âge est compris entre 25–30 ans et 30 ans et plus ont respectivement 32,4% de chance et 38,9% de chance d'occuper un emploi lié au profil de formation que d'être en

Tableau 8. Effets marginaux pour le modèle logit multinomial

Variables	Emploi dans le domaine de formation		Emploi hors du domaine de formation		Chômeurs	
	Dy /Dx	p-value	Dy /Dx	p-value	Dy/Dx	p-value
Filière de formation						
Sciences de l'éducation (réf.)						
Sociologie	-0,009	0,898	0,014	0,848	-0,005	0,925
Anthropologie	-0,061	0,585	0,064	0,590	-0,003	0,970
Philosophie	0,306	0,008	-0,255	0,007	-0,051	0,593
Psychologie	0,075	0,548	-0,109	0,357	0,034	0,772
Type de diplôme						
Licence (réf.)						
Maitrise	0,019	0,812	-0,024	0,781	0,004	0,944
Master	0,422	0,000	-0,217	0,025	-0,205	0,000
Stage						
Stage ds le domaine for.(réf.)						
Stage hors domaine de for.	-0,054	0,500	0,106	0,181	-0,051	0,395
Pas de stage	-0,228	0,007	0,080	0,331	0,147	0,038
Genre						
Masculin (réf.)						
Féminin	-0,110	0,135	0,043	0,567	0,067	0,279
Groupe d'âge						
20-25 ans (réf.)						
25-30 ans	0,324	0,001	-0,262	0,036	-0,061	0,494
30 ans et plus	0,389	0,002	-0,327	0,031	-0,061	0,595
Milieu de résidence						
Bamako (réf.)						
Autres villes urbaines	-0,130	0,113	0,042	0,611	0,088	0,213
Rural	-0,256	0,143	0,336	0,082	-0,080	0,374
Situation matrimoniale						
Marié (réf.)						
Célibataire	0,011	0,865	0,015	0,840	0,003	0,956
Divorcé	0,165	0,458	0,019	0,929	-0,185	0,000
Veuf	-0,081	0,813	0,269	0,449	-0,185	0,000
Origine sociale des parents						
Agriculture, exploitant (réf.)						
Artisan, comçant ou chef d'Et.	0,075	0,406	0,107	0,268	-0,183	0,015
Ouvrier, employé	0,186	0,043	0,000	0,998	-0,186	0,016
Cadre supérieur, ingénieur	0,091	0,556	0,193	0,220	-0,285	0,000
Cadre moyen	0,026	0,808	-0,004	0,970	-0,022	0,833
Forces armées et sécurité	0,135	0,281	0,012	0,924	-0,123	0,228
Autres	-0,081	0,407	0,147	0,228	-0,0654	0,546

Source : établi par les auteurs sur la base de Stata.

situation d'emploi hors du domaine de formation comparativement aux jeunes diplômés de la tranche d'âge 20–25 ans. Concernant le milieu de résidence, les diplômés résidants en milieu rural ont 33,6% de chance d'occuper un emploi hors du domaine de formation comparativement à ceux résidants à Bamako. Les résultats en lien avec le statut matrimonial mettent en lumière que la probabilité d'être en situation de chômage est faible pour les veufs et les divorcés, qui ont un effet marginal estimé à $-0,185$. Les résultats montrent que la probabilité d'accéder à un emploi dans le domaine de formation augmente de 18,6% pour les diplômés dont les parents sont ouvriers ou employés par rapport à ceux dont les parents sont agriculteurs ou exploitants. En outre, il ressort des résultats que la probabilité d'être en situation de chômage baisse respectivement de 18,3% pour les diplômés dont les parents sont artisans ou commerçants ou chefs d'entreprises, 18,6% pour les diplômés dont les parents sont ouvriers ou employés et 28,5% pour ceux dont les parents sont cadres supérieurs ou ingénieurs.

3.3. Discussion

Dans cette rubrique, nous confrontons nos résultats à ceux obtenus par d'autres auteurs. Il s'avère important d'interpréter les variables explicatives retenues par notre modèle, leurs coefficients de régression ainsi que l'ODD ratio (cf. tableau 7). Ainsi, la situation pour chaque variable se résume comme suit :

- **La filière de formation** joue un rôle important dans l'accès à l'emploi correspondant à son domaine de formation. Un diplômé de la filière de formation philosophie à 0,09 fois moins de chance d'occuper un emploi hors de son domaine de formation comparativement à un diplômé de la filière sciences de l'éducation. Cela sous-entend que les diplômés de la filière de formation philosophie ont plus de chance d'être en situation d'emploi lié à leur profil de formation plutôt que d'être en situation d'emploi qui ne cadrent pas avec leur domaine de formation.
- **Le type de diplôme** : les résultats indiquent qu'un détenteur de master à moins de chance (0,11 fois) d'occuper un emploi hors de son domaine de formation comparativement à un détenteur de licence. Par rapport aux détenteurs de masters, les détenteurs de licences sont désavantagés. Donc, le fait d'avoir un Master réduit le risque d'être en situation d'emploi qui ne cadre pas le domaine de formation. Des résultats similaires ont été obtenus par Khemlichel et Hamza (2021) pour le cas du Maroc, où les auteurs constatent que le master favorise l'employabilité comparativement à la licence. Ces résultats convergent ceux obtenus par (Arrow, 1973 ; Laurent, 2001 ; Spence, 1974 ; Thiaw & Cabral, 2019), où les auteurs soutiennent que le diplôme est un signal fort pour accéder aux emplois supérieurs et ceci tend à prouver que l'éducation est un moyen puissant d'égalisation des chances d'accès aux différents emplois. Dans le même

ordre d'idée, Kamanzi (2006), constate que plus le niveau d'études du candidat est élevé, plus augmente la probabilité d'accéder à un emploi à plein temps et équivalent à son niveau de qualification, de niveau de salaire élevé et de statut socioéconomique élevé. Cependant, ces résultats ne sont pas conformes à ceux obtenus par Traoré et Mariko (2021), où les auteurs constatent que l'accroissement significatif du capital humain n'a pas permis d'occuper un emploi qualifié au Mali. La majorité des jeunes au Mali en terminant leurs études supérieures travaillent dans des secteurs, qui ne cadrent pas avec leur profil de formation.

- **Le stage** : comparativement aux diplômés qui ont effectués un stage dans leur domaine de formation, les résultats révèlent que ceux qui n'ont pas effectués un stage ont 1,109 fois de chances d'occuper un emploi hors de leur domaine de formation et 5,351 fois de chances d'être en situation de chômage que d'occuper un emploi ajusté à leur formation. Ainsi, il ressort de l'analyse que le stage est un facteur important pour accéder à l'emploi correspondant à son domaine de formation. En outre, il réduit également la chance d'être en situation de chômage. Ces résultats confirment ceux obtenus par Escourrou (2008), qui souligne que le stage améliore l'adéquation entre la formation initiale et le marché du travail par un renforcement de la professionnalisation et des savoirs transmis, du savoir-faire, des compétences sur le terrain et une meilleure connaissance de soi. Il est en lui-même un puissant outil d'individualisation des parcours de formation et un efficace outil de professionnalisation en tant que tel, par un complément à la fois qualitatif et quantitatif de la formation initiale considérée. Les stages permettent aux étudiants de s'adapter individuellement aux évolutions de l'emploi et aux conditions de travail futures qu'ils vont rencontrer une fois diplômés. Dans le même sens, Giret, & Issehnane (2012), montre que le stage peut avoir un effet professionnalisant qui facilite l'insertion professionnelle. Cependant, seuls certains types de stages procurent un avantage, généralement ceux qui sont effectués dans le cadre de formations professionnalisantes, sélectives et de haut niveau.
- **La tranche d'âge** : les résultats révèlent que les diplômés dont l'âge est compris entre 25–30 ans et 30 ans et plus ont moins de chance d'occuper un emploi qui ne cadrent pas avec leur domaine de formation respectivement 0,111 fois et 0,073 fois de chances par rapport aux jeunes (age 20–25 ans). Donc, plus les diplômés avancent dans l'âge plus la probabilité d'exercer un emploi lié à son domaine augmente. Cela découle du fait que, les jeunes de la tranche d'âge (20–25 ans) pour la plupart est prêt à occuper un emploi précaire qui ne cadre pas à leur domaine de formation à cause de leur manque d'expérience sur le marché du travail, contrairement aux tranches (25–30 ans et 30 ans et plus) dont la majorité a déjà acquis une certaine expérience. De même, ONEF (2015) dans son rapport, souligne que les jeunes de la tranche d'âge (15–24 ans) pour la plupart sont en formation, et rare sont parmi eux, ceux qui exercent une activité

professionnelle ou cherchent à travailler. Par rapport à la situation de chômage, les 25–30 ans ont 0,124 moins de chance et les 30 ans et plus ont 0,099 moins de chance comparativement aux 20–25 ans.

- **Le milieu de résidence** : les résultats montrent que les diplômés occupés dans les autres villes ont plus de risque (2940 fois) d’être en situation de chômage que d’être en situation d’emploi lié à leur domaine formation par rapport à ceux travaillant à Bamako. Ces résultats corroborent ceux obtenus par Thiaw et Cabral (2019), où les auteurs constatent que l’accès à l’emploi qualifié est très limité en milieu rural comparativement au milieu urbain.
- **Origine sociale des parents** : les résultats montrent que le fait d’avoir un parent (artisan, commerçant ou chef d’entreprise ; ouvrier ou employé) influe négativement et significativement aux seuils de 5% et 10% la probabilité d’être en situation de chômage. En outre, les diplômés dont les parents sont (artisan, commerçant ou chef d’entreprise ; ouvrier ou employé) ont respectivement 0,211 fois et 0,135 fois moins de chances d’être en situation de chômage comparativement aux diplômés dont les parents sont agricultures ou exploitants. Cela s’explique par le fait que les parents dont le niveau d’instruction se situant entre le primaire et le secondaire sont favorable à ce que leurs enfants travaillent dans des secteurs qui ne cadrent pas avec leur profil de formation ou travailler dans des entreprises individuelles ou familiales dans le seul soucis d’éviter le chômage. Ces résultats sont analogues ceux obtenus par Couppié et al. (2009) pour le cas de la France, en utilisant les données d’enquêtes de Génération du Céreq, constatent que les jeunes diplômés dont le père est ouvrier ou mère ouvrière ou profession intermédiaire ou employé ont 1 fois de chance d’être employé en dessous de son niveau de compétence.

Conclusion

Au terme de cette étude, il convient de revenir d’abord sur nos principaux résultats, ensuite d’en inférer quelques propositions (ou solutions) de politiques et enfin de dégager quelques voies de recherches futures.

L’objectif de ce papier était d’identifier les facteurs qui sont susceptibles d’influencer les diplômés de la FSHSE/ ULSHB pour accéder à un emploi correspondant à leur domaine de formation. Les données utilisées dans le cadre de cette étude sont issues d’une enquête personnelle, qui a été réalisée auprès de deux cent trois (203) diplômés de la FSHSE/ ULSHB.

La régression logistique multinomiale réalisée nous a permis d’identifier un certain nombre de facteurs qui expliquent l’accès des diplômés à l’emploi correspondant à leur domaine de formation initiale. Ces facteurs sont entre autres

: la filière de formation, le type de diplôme, la tranche d'âge, le stage, le milieu résidence, l'origine sociale des parents. La filière de formation (le fait d'avoir une licence ou un master en philosophie), le type de diplôme (le fait d'avoir un Master), la tranche d'âge (le fait d'être âgé entre 25–30 ans ou 30 ans et plus), le stage (le fait d'effectuer un stage dans le domaine de formation ou hors du domaine de formation), le milieu de résidence (le fait d'être à Bamako), l'origine sociale (le fait d'avoir un parent artisan, commerçant ou chef d'entreprise ; ouvrier ou employé) favorisent la probabilité d'accéder à un emploi lié au profil de formation et, *a contrario*, réduisent l'accès à l'emploi correspondant au domaine de formation.

En vue de contribuer à la recherche de solutions au problème d'adéquation entre formations et emplois, nous avons fait les propositions suivantes aux responsables de la FSHSE :

- il faut mettre en place des programmes appropriés de formation au sein de la FSHSE, en adaptant ces programmes de formation aux besoins du marché de l'emploi ;
- il faut mettre en place des mesures d'accompagnement pour faciliter l'accès aux stages à des étudiants, notamment dans leur domaine de formation ;
- il faut informer les étudiants au moment de l'inscription sur la spécificité de chaque filière de formation au sein de la FSHSE et les débouchés professionnels possibles ;
- il faut miser sur le développement personnel des étudiants/diplômés de la FSHSE ;
- il faut créer un observatoire des compétences au sein de ladite faculté pour permettre aux entreprises de donner leur vision de ce que sera le marché de l'emploi de demain et de ce que seront ses besoins ;
- il faut introduire la formation sur l'entrepreneuriat dans les programmes de formation de la FSHSE.

Les propositions ont été décrites de façon brève et synthétique afin d'ouvrir des pistes de réflexions, d'études ou de recherches quant à leur concrétisation.

Nous n'avons nullement la prétention, à travers ce travail de recherche, d'adresser des critiques aux responsables de la FSHSE dans la gestion quotidienne de leurs activités ou de faire une expertise de leurs politiques mais seulement de leur fournir des pistes leur permettant d'atteindre de façon efficace et efficiente leurs objectifs.

Cependant, nos résultats sont basés sur les caractéristiques démographiques et socio-économiques des diplômés. Dans ce sens, il serait instructif d'étudier d'autres facteurs tels que : le type de contrat, les conditions d'insertion, temps de travail à trois ans de vie active et le salaire.

References

- Arrow, K. J. (1973). Higher education as a filter. *Journal of Public Economics*, 2(3), 193–216.
- Becker, G. S. (1964). *Human capital: A theoretical and empirical analysis, with special reference to education*. University of Chicago Press.
- Bédoué, C., & Giret, J. F. (2009). Adéquation formation emploi: De la définition d'une cible à la réalité du marché du travail. *Administration & Éducation*, (123), 137–149.
- Benhayoun, G., & Bazen, S. (1993). *Salaire-éducation au Maroc*. Université d'Aix-Marseille III Centre d'économie régionale.
- Bernier, B., Michaud, R., Poulet, N. (2017). *L'adéquation entre les compétences et l'emploi occupé: Pratiques des employeurs dans les PME québécoises du secteur manufacturier*. Rapport de recherche Projet 10287-17677, Groupe de recherche Transpol Université TÉLUQ.
- Bruyère, M. (2012). Les rôles de la formation initiale et de l'expérience dans la hiérarchie des salaires des jeunes. *Économie Appliquée : Archives de l'Institut de Science Économique Appliquée*, 65(3), 27–58.
- Bruyère, M., & Lemistre, P. (2006). *La spécialité de formation: Un «signal» de compétences spécifiques et générales*.
- Canals, V., Diebolt, C., & Jaoul-Grammare, M. (2016). Éducation, productivité et gain. Retour sur les approches critiques de l'enchaînement causal de la théorie du capital humain. *Studia Oeconomica Posnaniensa*, 4(3), 137–162.
- Chaabita, R., Elkhalfi, O., & Guemim, C. (2021). L'effet établissement sur le rendement de l'enseignement supérieur au Maroc. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 2(4).
- Charnoz, P. (2011). *L'adéquation entre spécialité de formation et emploi et son impact sur les salaires*. Emploi et salaires en France, Insee Références.
- Couppié, T., Giret, J. F., & Lopez, A. (2009). Obtenir un emploi dans son domaine de formation: Un enjeu très relatif dans l'insertion des jeunes. *Political Science*, 43–56.
- Doucouré, F. B. (2016). *Méthodes économétriques: Cours et Exercices corrigés avec les logiciels Eviews et Stata* (vol. 2). Editions Arima.
- Dumartin, S. (1997). Formation-emploi: Quelle adéquation? *Économie et Statistique*, 303(1), 59–80.
- Escourrou, N. (2008). *Le stage: Lien privilégié entre formation et emploi*. Colloque RESUP.
- Frégné, C. (2011). Par-delà l'adéquationnisme méthodologique. Revisiter les médiations entre formation et emploi. *Recherches en Éducation*, (11), 139–150.
- Giret, J. F., & Goudard, M. (2008). Effets établissement et salaires des diplômés des universités françaises. *Économie Publique*, 2(21), 125–153.
- Giret, J. F., & Hatot, C. (2001). Mesurer le déclassement à l'embauche: L'exemple des DUT et des BTS. *Formation Emploi*, 75(1), 59–73.
- Giret, J. F., & Issehnane, S. (2012). L'effet de la qualité des stages sur l'insertion professionnelle des diplômés de l'enseignement supérieur. *Formation Emploi*, 117, 29–47.
- Giret, J. F., Nauze-Fichet, E., & Tomasini, M. (2006). Le déclassement des jeunes sur le marché du travail. *Données Sociales*, 307–314.
- Goudard, M. (2012). *Effets établissement dans l'enseignement supérieur et la recherche*. [Thèse de doctorat en sciences économiques]. Université d'Aix-Marseille.

- Guironnet, J. P. (2005). *La sur-éducation en France: vers une dévalorisation des diplômés du supérieur?* Working Papers, 05-04, LAMETA. Université de Montpellier.
- Hallak, J., & Caillods, F. (1981). *Education, training, and the traditional sector*. Unesco, International Institute for Educational Planning.
- Kamanzi, P. C. (2006). *Influence du capital humain et du capital social sur les caractéristiques de l'emploi chez les diplômés postsecondaires au Canada*. [Thèse de doctorat]. Université Laval.
- Khemlichel, M., & Hamza, C. A. (2021). L'adéquation entre la formation et l'emploi. *AlNaciriya: Revue des Recherches Sociologiques et Historiques*, 12(1), 48–69.
- Laurent, S. (2001). Capital humain, emploi et salaire en Belgique et dans ses régions. *Reflets et perspectives de la vie économique*, (1–2), 25–36.
- Lizé, L. (2005). Déclassement des jeunes et politiques de l'emploi. Exploration de l'enquête « Génération 98 » du Céreq. *Cahiers de la Maison des Sciences Économiques*.
- Mincer, J. (1974). *Schooling, experience, and earnings*. Human Behavior & Social Institutions. ONEF (Observatoire National de l'Emploi et de la Formation). (2015). *L'insertion des jeunes sur le marché du travail au Mali*. <https://onef.ml/wp-content/uploads/2021/10/Insertion-des-jeunes-sur-le-marche-du-travail.pdf>
- Schultz, T. W. (1961). Investment in human capital. *The American Economic Review*, 51(1), 1–17.
- Service de la scolarité de la FSHSE. (2023). *Statistiques sur le nombre d'inscrits et admis à la FSHSE de 2008 à 2022*. Campus universitaire de Kabala.
- Spence, M. (1973). Job market signaling. *The Quarterly Journal of Economics*, 87(3), 355–374.
- Spence, M. (1974). Competitive and optimal responses to signals: An analysis of efficiency and distribution. *Journal of Economic Theory*, 7(3), 296–332.
- Thiaw, M., & Cabral, F. J. (2019). Capital humain et emploi dans la zone UEMOA: Cas du Bénin, du Burkina, du Niger et du Sénégal. *International Journal of Innovation and Applied Studies*, 27(2), 563–576.
- Thurow, L. C. (1975). *Generating inequality*. Basic Books.
- Traoré, M. K. (2015). *La gouvernance locale dans le secteur de l'éducation au Mali*. [Thèse de doctorat en sciences économiques]. Université de Toulon.
- Traoré, S. S. L., & Mariko, O. (2021). Le rôle du capital humain dans l'accès à l'emploi dans le contexte malien: Une analyse empirique. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 2(11), 385–404. <https://www.revuefreg.fr/index.php/home/article/view/462/333>
- Vincens, J. (2006). *Spécialité de formation, spécialité d'emploi et performance d'insertion. Note complémentaire*. <https://shs.hal.science/halshs-00009974>

Alain REDSLOB

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

Dr Claudio RUFF ESCOBAR

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61^e Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser en version électronique à l'adresse de la revue RIELF Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <http://rielf.aielf.org> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

